

Menace sur la Recherche Fondamentale au CEA

La recherche française est en danger. Le gouvernement mène en matière de recherche une politique mystificatrice mêlant annonces ambitieuses et mesures budgétaires catastrophiques (gel des crédits, réattribution partielle ou annulation définitive, précarisation de l'emploi par le recours massif aux contrats à durée déterminée, etc.). À l'opposé des intentions affichées, cette politique met en danger à très court terme les capacités de recherche fondamentale de notre pays. Au Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA), la période 2004-2012 prévoit tout simplement la disparition du pôle de recherche fondamentale dans la structure des activités civiles. Cette disparition s'accompagne d'un désengagement du CEA de grands équipements pourtant nécessaires au développement et à la vitalité de l'ensemble de la recherche française.

Ces mesures sont prises pour réaliser des économies illusoires. Elles détruisent les projets à long terme engagés par les équipes de chercheurs, et traduisent une méconnaissance grave de la nature même de la recherche fondamentale, de l'échelle de temps de ses travaux et de leurs retombées. Elles fragilisent l'ensemble du potentiel de recherche français, car sans une large couverture des domaines de recherche fondamentaux, la recherche appliquée, alibi de ces décisions, se tarit rapidement. Elles conduiront inexorablement à l'asphyxie des secteurs de recherche fondamentale par les effets conjugués de la diminution des thématiques, de la perte des compétences, des départs des scientifiques de grande valeur et de la baisse du pouvoir d'attraction sur les jeunes chercheurs français et étrangers.

Nous rappelons qu'il n'est pas de croissance économique à long terme sans recherche fondamentale puissante et dynamique. Nous considérons comme inacceptables les nouveaux plans budgétaires, dommageables au CEA comme à l'ensemble de la science française. Nous demandons aux Ministères de la Recherche et du Budget, au gouvernement et aux parlementaires que la recherche fondamentale soit remise au cœur des missions des instituts de recherche publics, et qu'une véritable politique d'embauche et de moyens soit enfin élaborée, à la hauteur des ambitions et des besoins de la Nation, car il en va du devenir des générations futures.